

**Conférence des ambassadeurs et des
ambassadrices - Discours de M.
Emmanuel Macron, président de la
République**
(Paris, 27 août 2018)

Messieurs les Présidents,

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux de vous retrouver aujourd'hui pour ouvrir cette conférence des ambassadeurs et des ambassadrices. Heureux parce que c'est toujours l'occasion unique de partager quelques convictions et une lecture du monde tel qu'il va, dans lequel chaque jour la France agit, est attendue, porte sa voix.

Dans quelques jours, vous rejoindrez vos équipes sur le terrain et vous porterez avec exigence, détermination, une très grande responsabilité.

Votre première responsabilité, ce sera de représenter notre pays, notre histoire, nos idéaux républicains, nos géographies de métropole et d'outre-mer, nos intérêts. Et en représentant la France vous représentez l'histoire, la force, le rôle de notre peuple dans le concert des nations et avez à y conduire une diplomatie que je veux fiable et innovante.

Votre deuxième responsabilité, avec votre équipe, avec l'appui de tous les relais dont vous disposez sur place, sera de mettre en oeuvre une politique ambitieuse pour notre pays. Cette ambition, soyez assurés qu'elle se traduira par un rythme de réformes en France qui ne changera pas d'allure, bien au contraire. Le Premier ministre vous en précisera les orientations. Plusieurs ministres auront aussi à s'exprimer sur ce point. Sous la conduite de votre ministre Jean-Yves Le Drian, que je tiens à remercier pour son implication constante, vous nous aiderez à soutenir ces réformes à l'international.

En effet, vous êtes à mes yeux parties prenantes de la stratégie que j'ai demandé au gouvernement de mettre en oeuvre pour le pays. D'abord, en associant pleinement nos communautés françaises à l'étranger. Elles sont une richesse, une force. Nos réformes doivent leur être expliquées et elles doivent aussi être portées par elles. Les Françaises et les Français de l'étranger sont un atout pour notre pays. Ils doivent participer pleinement de ce nouveau rayonnement de la France.

C'est pour cela que j'ai souhaité une réflexion en profondeur sur l'enseignement français à l'étranger qui, sur la base du rapport que j'ai demandé au gouvernement, donnera lieu à l'annonce d'une réforme cet automne. C'est aussi pour cela que je veux aller au bout des simplifications attendues par nos concitoyens, en termes de démarches administratives et de vote en ligne.

Ensuite, vous contribuez à la compétitivité de la France. Vous devez expliquer aux gouvernements, aux acteurs économiques dans les pays où vous êtes en poste, la cohérence et l'ampleur de notre agenda de transformation. Notre attractivité s'améliore, mais il nous faut nous mobiliser bien davantage pour nos exportations. Votre mobilisation en faveur d'une diplomatie économique est un élément important de cette stratégie. Nous devons notamment axer notre action collective sur une stratégie export pour les entreprises de taille intermédiaire comme les petites et moyennes entreprises qui seule réduira notre déficit commercial.

Mais j'attends de vous encore davantage. De Ouagadougou à Xi'an, de Sydney à New York ou la Sorbonne, j'ai durant l'année qui s'achève pu, à travers plusieurs discours, renouveler nos approches géographiques ou stratégiques. Il faut que celles-ci soient désormais déclinées avec précision. Cela suppose de choisir des objectifs clairs et donc limités, et de prendre de nouvelles mesures afin d'en assurer le suivi. Nous avons encore trop tendance à considérer que tout est prioritaire et ne pas suffisamment avoir une culture du résultat. Même en diplomatie, le succès se mesure - certes pas en un jour et même sans doute jamais en un jour - à la capacité néanmoins d'infléchir des attitudes, de construire des amitiés et des alliances, de remporter des marchés. En un mot, de faire avancer les intérêts de la France et des Français et de faire partager un peu de notre vision et conception du monde.

C'est l'attente de nos concitoyens, qui veulent légitimement voir les retombées de la politique que nous conduisons. Cela suppose enfin une capacité d'anticipation renforcée. Nous suivons les situations de nombre de pays ou de régions, du Venezuela à la Birmanie en passant par l'Ukraine ou la République démocratique du Congo. Mais nous devons davantage les anticiper, faire parfois des paris, proposer des initiatives. J'en appelle à votre esprit de prospective, d'analyse, d'action. N'hésitez jamais à proposer librement, c'est le meilleur moyen de ne pas subir.

Vous l'avez compris, j'attends beaucoup de vous. Nous avançons dans un contexte qu'il faut appréhender avec calme et lucidité. Calme, car il ne s'agit pas de changer de stratégie dès qu'un événement extérieur apparaît. Lucidité, car il ne s'agit pas pour autant de sous-estimer les crises du monde. Or, durant l'année qui vient de s'écouler, que s'est-il passé ?

La France a réaffirmé sa volonté européenne, sa vision, son projet. La France a proposé une Europe qui protège, plus souveraine, unie et démocratique mais, dans le même temps, les extrêmes ont progressé et les nationalismes se sont réveillés. Est-ce une raison pour abandonner ? Certainement pas. Serait-ce une raison pour dire que nous avons tort ? Tout le contraire. Nous payons là plusieurs décennies d'une Europe qui, il faut le regarder en face, s'est parfois affaïdi, affaiblie, qui n'a peut-être pas toujours suffisamment proposé. Il faut en réalité redoubler nos efforts. J'y reviendrai.

La France s'est aussi faite le chantre d'un multilatéralisme fort. Or, le système multilatéral hérité du siècle passé est remis en cause par des acteurs majeurs et des puissances autoritaires qui parfois fascinent de plus en plus. Devons-nous rendre les armes ? Est-ce la responsabilité de la France si tel ou tel pays choisit telle sensibilité, si une autre puissance souveraine décide différemment de ce que nous pensons ? La responsabilité de la France est de faire entendre sa voix, de la défendre. Pas de se substituer à la parole des autres. Il nous faudra donc prendre de nouvelles initiatives, construire de nouvelles alliances, porter les débats au bon niveau si nous souhaitons appréhender tous les défis contemporains et le bon niveau est bien celui d'un débat de civilisation pour nos valeurs et la défense de nos intérêts.

L'année dernière, j'avais devant vous exposé les quatre objectifs de notre action diplomatique, au nom de la politique que je mène pour la nation : la sécurité de nos compatriotes, la promotion des biens communs, l'influence et l'attractivité de notre pays et, enfin, une nouvelle ambition européenne.

Ces objectifs sont toujours valides mais les circonstances testent la robustesse de nos principes et la constance de notre action. Je veux aujourd'hui rappeler ce que nous avons fait dans ce cadre, et le ministre y reviendra plus longuement devant vous, mais aussi vous dire comment j'envisage notre réponse à cette double crise du multilatéralisme et de l'Europe. Car oui, plus qu'il y a un an, nous sommes aujourd'hui à un moment de vérité.

Sur la sécurité des Français tout d'abord.

C'est bien évidemment notre priorité et, tout particulièrement, la lutte contre le terrorisme au premier chef. Pour lutter contre le terrorisme islamiste, nous nous sommes dotés d'une nouvelle loi pour la France. Nous avons réalisé l'initiative annoncée ici même il y a un an d'une conférence contre le financement du terrorisme qui s'est tenue à l'OCDE au printemps dernier et l'Australie a accepté de présider une deuxième conférence sur ce sujet, et je vous demande de contribuer à un suivi très attentif de la mise en oeuvre de l'Agenda de Paris avec l'ensemble de nos partenaires. Nous avons d'ores et déjà obtenu des premiers résultats. Le suivi de transactions qui jusque-là était opaque et qui touchait directement notre pays. Il nous faut poursuivre inlassablement ce travail.

Mais évoquer la lutte contre le terrorisme, c'est bien entendu revenir sur notre politique au Sahel et au Moyen-Orient où sévissent les groupements terroristes qui menacent la stabilité de ces régions mais qui nous ont aussi directement frappés d'où ont été organisées les attaques qui ont touché notre pays.

Au Sahel, nous avons maintenu notre engagement militaire au travers de l'opération Barkhane. Je veux ici saluer tous nos soldats qui, depuis 2013, sont avec courage engagés sur ce difficile théâtre d'opérations. C'est cette présence et celle de la MINUSMA qui ont évité le pire dans la région et ont permis en particulier que les élections se tiennent ce mois-ci au Mali. Nous avons dans cette région obtenu des victoires importantes ces derniers mois contre la présence terroriste, mais cette action doit se poursuivre avec la même intensité mais en complétant la présence la force Barkhane de plusieurs axes commencés dès juillet 2017.

Premièrement, nous avons appuyé et accéléré la création des forces conjointes du G5 Sahel. Je suis convaincu que notre action militaire sera, en effet, plus efficace encore si elle s'articule mieux avec l'implication des cinq pays du Sahel concernés. Nous avons levé des financements, encouragé les premières opérations des forces. À plusieurs reprises, je me suis déplacé pour constater les avancées et avec l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement impliqués nous avons amélioré notre organisation.

Cette organisation est la seule qui, dans la durée, permettra la stabilité parce qu'elle implique pleinement les cinq pays du Sahel concernés à leur propre sécurité. Il nous faut veiller à sa mise en oeuvre et dans les prochaines semaines et les prochains mois, nous aurons à conduire de nouvelles opérations conjointes avec ces forces du G5. Il nous faut aussi renforcer la coopération avec l'Algérie, exposée au même risque terroriste, ainsi qu'avec le Nigéria et le Cameroun, engagés contre Boko Haram.

Deuxièmement, nous avons encouragé la montée en puissance de l'Union africaine. C'est ce que j'ai plaidé en juillet dernier au Sommet de Nouakchott devant l'Union africaine et c'est ce que j'aurai l'occasion d'aborder prochainement avec le président Trump et le président Kagame, actuel président en exercice de l'Union africaine. Nous devons travailler à la création d'opérations africaines de paix crédibles, leur assurer un financement stable et prévisible, en particulier entre les Nations unies, l'Union africaine et les organisations sous-régionales.

Troisièmement, nous avons complété notre action militaire par le renforcement et la simplification de notre action en matière de développement, en créant avec l'Allemagne et plusieurs autres bailleurs internationaux l'Alliance pour le Sahel. Ce sont les complémentaires "3D" que j'évoquais l'année dernière : Diplomatie, Développement et Défense, et nous avons commencé à déployer les premières opérations en matière d'éducation, en matière agricole, plus largement économique, dans plusieurs pays de la région où à chaque fois le terrain repris à l'ennemi doit s'accompagner de nouveaux projets qui permettent de donner des perspectives économiques, éducatives, des perspectives de vie aux populations qui, à un moment donné, avaient pu être séduites.

Je veux ici saluer l'action et les résultats obtenus en Mauritanie, au Niger, au Tchad. Il nous faut dans les prochains mois apporter toute notre aide à la stabilité et à la reconquête de certaines régions au Mali et au Burkina Faso.

Quatrièmement, la question du Sahel ne se réglera pas véritablement tant que la stabilité de la Libye ne sera pas assurée. L'anomie qui règne en Libye depuis 2011 a conduit à structurer des routes organisées de trafic de drogue, d'êtres humains et d'armes. Toute la bande sahélo-saharienne a toujours été une région de commerce et de trafic mais ces routes sont

aujourd'hui celles de la misère et du terrorisme. Tant que nous n'aurons pas stabilisé la Libye, il sera impossible de stabiliser durablement le Sahel. Ce sont ces routes qui font vivre aujourd'hui les terroristes et qui les financent.

Nous avons pris plusieurs initiatives pour répondre à cette situation. D'abord en luttant contre ces trafics et réseaux de passeurs en lien avec l'Union africaine et l'Organisation internationale pour les migrations.

Ensuite, en réunissant en France MM. Sarraj et Haftar en juillet 2017 puis, pour la première fois, les quatre principaux dirigeants libyens en mai dernier, entourés de la communauté internationale, pour s'engager dans un processus politique commun.

Je crois très profondément à la restauration de la souveraineté libyenne et à l'unité du pays. C'est une composante essentielle de la stabilisation de la région et donc de la lutte contre les terroristes et les trafiquants. Les prochains mois seront à cet égard décisifs, ils nécessiteront notre mobilisation pour soutenir le remarquable travail du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, Ghassan Salamé, pour éviter toutes les tentations de divisions, puisque ce pays est devenu au fond le théâtre de toutes les influences, de tous les intérêts extérieurs. Notre rôle pour notre sécurité et celle de la région, est de réussir à faire cheminer l'accord de Paris des quatre parties prenantes, décidé en mai dernier.

L'autre théâtre d'opération de notre lutte contre le terrorisme est bien entendu la Syrie. En Syrie, la situation reste extrêmement grave et préoccupante. La France a été très active sur le plan diplomatique, de New York à Genève, en passant par toutes les capitales concernées. Nous avons augmenté significativement notre aide humanitaire. Un cessez-le-feu est aujourd'hui indispensable, mais la solution durable à ce conflit sera politique, nous le savons est politique.

La France a été la première à proposer le rapprochement des positions des Etats occidentaux et arabes d'un côté, et des trois pays dits garants d'Astana de l'autre. Nous avons intégré l'Allemagne et l'Egypte au "Small group" qui tiendra en septembre une nouvelle réunion ministérielle avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Arabie saoudite et la Jordanie. Nous avons renforcé notre dialogue avec la Turquie sur la Syrie à un niveau jamais atteint, malgré nos divergences de fond sur la région du Nord-est. Le mécanisme de coordination créé à Saint-Petersbourg avec la Russie a produit ses premiers effets, en particulier sur le plan humanitaire, en ne cédant rien à nos principes et en agissant par le truchement des organisations non gouvernementales présentes sur le terrain pour mener des opérations humanitaires à destination des populations civiles.

Et je tiens à cet égard à saluer ici le travail remarquable et courageux de toutes les ONG sur le terrain.

Beaucoup de choses ont donc évolué, nous avons, je crois, réussi à reconstruire une voie européenne essentielle dans la crise syrienne, mais ne nous trompons pas, nous sommes sur ce sujet aussi à l'heure de vérité. Nous abordons sans doute les derniers mois du conflit avec un défi humanitaire essentiel dans la région d'Idleb. Et nous sommes à la croisée des chemins

pour réussir à mener justement cette solution politique inclusive à laquelle nous croyons, qui seule permettra aux églises d'Orient, mais aussi aux Kurdes, aux Yézidis, à l'ensemble des minorités ethniques et religieuses d'avoir une place dans la Syrie de demain.

Nos lignes sur le conflit syrien sont claires : la lutte contre Daech et les groupes terroristes qui menacent la sécurité de l'Europe, le soutien aux populations civiles et la promotion d'une feuille de route diplomatique inclusive, en lien avec les Nations unies.

J'ai confié à mon Envoyé personnel sur la Syrie, l'ambassadeur François Sénémaud, la mission de faire avancer ces objectifs en lien avec l'ensemble des ministères concernés. Mais la situation est aujourd'hui alarmante, car le régime menace de créer une nouvelle tragédie humanitaire dans la région d'Idleb et ne montre jusqu'à présent aucune volonté pour négocier la moindre transition politique. Cela implique de renforcer encore la pression sur le régime et ses alliés et j'attends à cet égard beaucoup de la Russie et de la Turquie, compte tenu de leur rôle et des engagements pris.

Nous voyons bien ceux qui voudraient, une fois la guerre contre Daech achevée, faciliter ce que d'aucun appelle un retour à la normale. Bachar al-Assad resterait au pouvoir, les réfugiés de Jordanie, du Liban, de Turquie, retourneraient chez eux, et l'Europe et quelques autres reconstruiraient.

Si je considère depuis le premier jour que notre premier ennemi est Daech et que je n'ai jamais fait de la destitution de Bachar al-Assad une condition préalable à notre action diplomatique ou humanitaire, je pense qu'un tel scénario serait néanmoins une erreur funeste. Qui a provoqué ces millions de réfugiés ? Qui a massacré son propre peuple ? Il n'appartient pas à la France de désigner les futurs dirigeants de la Syrie, pas plus qu'à un autre pays. Mais c'est notre devoir et notre intérêt que de nous assurer que le peuple syrien sera bien en situation de le faire.

C'est pourquoi la condition de l'unité, de la stabilité de la Syrie et donc de l'éradication durable du terrorisme islamiste, est bien la construction de cette solution politique inclusive qui passe par une réforme constitutionnelle et la mise en place d'un processus électoral, qui permettra à tous les Syriens, y compris ceux et surtout ceux qui ont fui le régime de Bassar al-Assad, de choisir leur propre dirigeant. Cette action et ces principes sont à mes yeux déterminants pour notre sécurité, même aujourd'hui et demain, car qu'est-ce qui a permis depuis plus de 15 ans de faire prospérer les groupements terroristes, qu'il s'agisse d'Al Qaïda, de Daech ou d'Al-Nosra ?

La misère économique, les régimes autoritaires ne protégeant plus les peuples, la corruption généralisée, mais aussi le non-respect de la souveraineté de ces pays par les puissances étrangères, c'est ce qui a nourri le discours même des islamistes, qui a nourri l'exploitation de toutes les frustrations et du discours antioccidental. Ne reproduisons donc pas ces erreurs. Respectons la souveraineté de la Syrie, mais respectons-la vraiment, en permettant au peuple de s'exprimer et de l'incarner. C'est le sens du combat diplomatique et politique que nous devons mener avec le représentant du secrétaire général des Nations unies Staffan de Mistura, pour faire converger les Syriens, le Small Group, Astana, les Etats de la région autour d'une même feuille de route inclusive, dont seule la mise en oeuvre permettra une paix durable.

Bien entendu, la stabilité de la région dépendra aussi de notre capacité à traiter des sujets iraniens, je viens à l'instant d'échanger à nouveau avec le président Rohani de la crise dans le Golfe, du conflit au Yémen et de la question israélo-palestinienne, qui reste absolument centrale et préoccupante.

Sur ces points essentiels, je ne veux pas ici être trop long et j'aurai à m'exprimer dans les prochaines semaines en prenant avec vous des initiatives concrètes.

Avec toujours le même fil rouge : notre sécurité comme notre vision du monde imposent la stabilité du Proche et du Moyen-Orient ; cette stabilité ne peut se construire que dans le pluralisme ethnique, religieux, politique et le travail avec toutes les parties prenantes. Elle impose donc tout à la fois notre implication et notre exigence quant au respect de la dignité de chacun et des droits humains, mais aussi notre humilité car à aucun moment nous ne saurions nous substituer à la souveraineté des Etats en question. C'est le sens de notre travail avec le Liban, la Jordanie ou l'Egypte ces derniers mois. C'est ce qui fait que nous serons écoutés et que nous pourrons continuer à être efficaces.

Evoquer dans l'environnement contemporain notre action pour la sécurité des Français, c'est aussi poursuivre notre engagement à lutter contre les armes chimiques et la prolifération nucléaire.

Nous avons créé un partenariat international contre l'impunité en matière d'armes chimiques, nous avons entraîné la solidarité de l'Union européenne avec le Royaume-Uni après l'attaque de Salisbury. Nous avons en juin permis la création d'un nouveau mécanisme d'attribution de telles attaques au sein de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques, au siège de laquelle je m'étais rendu quelques mois plus tôt. Ces actions étaient nécessaires car nous savons combien le rôle, la surveillance de cette organisation est contestée par certains et avait pu être fragilisé par des réformes récentes.

La parole de la France a aussi été tenue et nos lignes ont été respectées. Quand le régime syrien a bombardé sa population avec des armes chimiques, nous avons frappé plusieurs de ses installations dans la nuit du 13 au 14 avril dernier avec nos alliés britanniques et américains, et nous continuerons à agir ainsi en cas d'utilisation avérée de ces armes.

Nous avons lutté contre la prolifération nucléaire, en accompagnant par une politique de vigilance l'ouverture entre la Corée du Nord et les Etats-Unis, et en nous engageant, contre la décision américaine, pour le maintien de l'accord nucléaire avec l'Iran.

C'est la France, lors de notre rencontre ici-même il y a un an, qui proposait le chemin d'une négociation élargie avec l'Iran portant sur les quatre piliers que vous connaissez et que je vous avais alors exposé.

Cette approche progresse aujourd'hui, c'est une boussole que de nouveaux partenaires suivent, et nous ferons tout pour qu'elle contribue à éviter une grave crise dans les mois qui viennent.

Un important effort diplomatique sera le moment venu nécessaire pour établir un nouveau cadre de stabilité. Notre action étroitement coordonnée, en particulier avec le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Union européenne consiste aujourd'hui à préserver ce que l'accord nucléaire de 2015 avait permis et à le consolider par l'ouverture de nouvelles négociations, plus exigeantes encore.

La France saura prendre ses responsabilités sur le sujet iranien, sans complaisance ou naïveté, en maintenant un dialogue étroit avec nos partenaires, parmi lesquels les Etats du Golfe.

Parler de notre sécurité, c'est aussi parler de la sécurité de l'Europe au regard des risques extérieurs.

À cet égard, durant l'année qui vient de s'écouler, nous avons progressé à un rythme inégalé durant les soixante dernières années. Le renforcement de notre politique commune de défense depuis l'été 2017, la création d'un fonds de défense afin de financer des initiatives concrètes, la conclusion de deux accords stratégiques pour les chars et les avions de combat entre l'Allemagne et la France, la conclusion avec huit autres Etats membres de l'initiative européenne d'intervention que j'avais proposée en septembre 2017 pour favoriser un esprit de défense entre Européens, sont des avancées aujourd'hui actées et inédites. Jamais l'Europe n'avait avancé aussi vite en matière de défense.

L'Europe a pris conscience qu'elle devait se protéger et la France a dans ce cadre pris toutes ses responsabilités, à travers la loi de programmation militaire promulguée le 14 juillet dernier qui redonne une vision stratégique actualisée face à ces nouvelles menaces à notre pays et des moyens cohérents pour répondre à celles-ci.

La France et l'Europe ont en quelque sorte pris acte des nouvelles menaces contemporaines et du fait que nous avons besoin d'une autonomie stratégique et de défense pour répondre à ces dernières.

Je porterai dans les prochains mois un projet de renforcement de la solidarité européenne en matière de sécurité. Nous devons en effet donner plus de substance à l'article 42-7 du Traité sur l'Union européenne, invoqué pour la première fois par la France en 2015, après les attentats. La France est prête à entrer dans une discussion concrète entre Etats européens sur la nature des liens réciproques de solidarité et de défense mutuelle qu'impliquent nos engagements aux termes du traité. L'Europe ne peut plus remettre sa sécurité aux seuls Etats-Unis. C'est à nous aujourd'hui de prendre nos responsabilités et de garantir la sécurité et donc la souveraineté européenne.

Nous devons tirer toutes les conséquences de la fin de la guerre froide. Des alliances ont aujourd'hui encore toute leur pertinence, mais les équilibres, parfois, les automatismes sur lesquels elles s'étaient bâties sont à revisiter. Et cela suppose aussi pour l'Europe d'en tirer toutes les conséquences. Cette solidarité renforcée impliquera de revisiter l'architecture européenne de défense et de sécurité. D'une part, en initiant un dialogue rénové sur la cyber-sécurité, les armes chimiques, les armements classiques, les conflits territoriaux, la sécurité spatiale ou la protection des zones polaires tout particulièrement avec la Russie.

Je souhaite que nous lancions une réflexion exhaustive sur ces sujets avec l'ensemble de nos partenaires européens au sens large, et donc avec la Russie. Des progrès substantiels vers la résolution de la crise ukrainienne, tout comme le respect du cadre de l'OSCE - je pense en particulier à la situation des observateurs dans le Donbass - seront bien entendu des conditions préalables à des avancées réelles avec Moscou. Mais cela ne doit pas nous empêcher de travailler dès maintenant entre Européens. Je compte sur vous pour cela.

D'autre part, nous revisiterons cette architecture européenne en réaffirmant la pertinence du Conseil de l'Europe, dont la France présidera en 2019 le comité des ministres, et de nos valeurs démocratiques. Nous n'avons pas, sur ce sujet, à céder à quelque fascination que ce soit, et que nous voyons poindre un peu partout à travers l'Union européenne ; ces fascinations pour les démocraties illibérales ou pour une forme d'efficacité qui passeraient par la renonciation à tous nos principes. Non. Notre sécurité passe par la réaffirmation de nos valeurs, des droits de l'Homme qui sont au fondement même, non seulement du Conseil de l'Europe, mais de l'Union européenne, et la défense de toutes celles et ceux qui les portent chaque jour, je pense aux organisations non gouvernementales, aux intellectuels, aux artistes, aux militants, aux journalistes. Et sur ce sujet aussi, nous aurons à prendre, en particulier, en marge de l'assemblée générale des Nations unies plusieurs initiatives.

Le deuxième objectif que j'avais assigné, il y a un an, à notre diplomatie, c'est la promotion des biens communs, la protection de la planète, la culture, l'éducation de nos enfants, la santé des populations, les échanges commerciaux ou encore l'espace numérique sont les éléments du patrimoine mondial que nous devons défendre. Mais pour cela, il faut d'abord des règles collectives, acceptées par tous, indispensables pour permettre la bonne coopération, et donc les progrès en matière de défense de ces biens communs. Or, la première menace qui pèse sur nos biens communs, c'est bien la crise du multilatéralisme lui-même.

Le multilatéralisme traverse en effet une crise majeure qui vient percuter toutes nos actions diplomatiques, avant tout, en raison de la politique américaine. Le doute sur l'OTAN, la politique commerciale unilatérale et agressive conduisant à une quasi-guerre commerciale avec la Chine, l'Europe et quelques autres, le retrait de l'accord de Paris, la sortie de l'accord nucléaire iranien en sont autant de marques. Le partenaire avec lequel l'Europe avait bâti l'ordre multilatéral d'après-guerre semble tourner le dos à cette histoire commune. La France, chaque fois, a été la première et la plus claire dans son opposition à ces décisions, mais tout en cherchant, chaque fois, à convaincre avant que ces décisions ne soient prises, et à maintenir l'indispensable dialogue de qualité entre nos deux pays. Et je revendique pleinement cela.

La Chine, tout en participant activement au jeu multilatéral classique, promeut de son côté sa propre vision du monde, sa propre vision d'un multilatéralisme réinventé, plus hégémonique. D'autres puissances ne jouent pas véritablement le jeu de la coopération multilatérale, et l'effondrement de cet ordre supposé occidental ne leur poserait pas tant de difficultés.

Dans ce contexte, on reproche parfois à la France de poursuivre le dialogue, les efforts avec les Etats-Unis, alors qu'il est évident, même dans les circonstances actuelles, que le dialogue avec Washington reste essentiel. Et je dois vous dire que la situation est à mes yeux très différente de ce qu'on décrit la plupart du temps. D'abord parce que le mouvement d'isolationnisme ou

d'unilatéralisme, devrais-je dire, que les Etats-Unis vivent n'est pas totalement nouveau, il a déjà existé par le passé lointain, si on se réfère à Jackson, mais il avait déjà commencé avec l'administration précédente sur certains théâtres d'opérations et dans certaines régions.

Cette position américaine, bien entendu, affaiblit le multilatéralisme contemporain, parce qu'elle entrave l'efficacité et peut conduire à faire émerger des modèles alternatifs plus hégémoniques et irrespectueux de nos valeurs. Mais à mes yeux, elle doit être plutôt vue comme un symptôme davantage qu'une cause, le symptôme de la crise de la mondialisation capitaliste contemporaine et du modèle libéral westphalien multilatéral qui l'accompagne.

Cette mondialisation et ce multilatéralisme ont eu des effets positifs qu'il ne faut pas sous-estimer : ils ont sorti de la pauvreté des centaines de millions d'habitants de la planète, ils ont mis fin à une conflictualité idéologique qui divisait le monde, ils ont permis une phase de prospérité et de liberté inédites, d'expansion pacifique du commerce international, qui est une réalité des dernières décennies. Cependant, cet ordre économique, social et politique est en crise. D'abord, parce qu'il n'a pas su réguler les dérives qui lui sont propres : déséquilibres commerciaux qui ont profondément touché certaines régions, perdantes de la mondialisation, catastrophes environnementales longtemps oubliées, inégalités considérables au sein de nos sociétés et entre nos sociétés.

Et du Brexit à la position contemporaine américaine, c'est bien ce malaise avec la mondialisation contemporaine qui s'exprime. Simplement, la réponse à mes yeux ne passe pas par l'unilatéralisme, mais par une réinvention, une nouvelle conception de la mondialisation contemporaine. Ensuite, cette mondialisation capitaliste a généré une accélération des flux financiers, une hyper-concentration des techniques, des talents, mais aussi des profits qui ont fait émerger des acteurs qui bousculent et affaiblissent nos règles collectives, et des grands gagnants comme des grands perdants.

Enfin, parce que, partout dans le monde, les identités profondes des peuples ont resurgi, avec leurs imaginaires historiques. C'est un fait. Ceux qui croyaient à l'avènement d'un peuple mondialisé, protégé des morsures de l'histoire, se sont profondément trompés. Partout dans le monde, la psyché profonde est revenue à chacun de nos peuples, et c'est vrai, de l'Inde à la Hongrie, en passant par la Grèce, jusqu'aux Etats-Unis. Regardez-y de plus près, elle est parfois détournée, parfois exacerbée, mais c'est un fait qui dit quelque chose du retour des peuples. C'est une bonne chose sans doute, en tout cas, je le crois.

C'est le signe que cette mondialisation indifférenciée ne permettait pas de répondre à tout, qu'elle a même échoué de répondre à quelques points, et qu'il nous faut donc en repenser les règles et les usages compte tenu justement de ces échecs, de ces transformations. Ainsi, la véritable question n'est pas tant de savoir si je vais prendre Donald Trump par le bras au prochain sommet, mais bien comment nous allons collectivement appréhender ce moment de grandes transformations que nous vivons, et auxquelles nos sociétés sont toutes confrontées.

La grande transformation démographique, qui bouscule aujourd'hui l'Afrique comme l'Europe, et tous les continents, il faut bien le dire. La grande transformation écologique et environnementale, plus criante que jamais. La grande transformation des inégalités et la grande transformation technologique. Le rôle de la France est de proposer une voie humaniste

pour relever ces défis, et avec l'Europe précisément, de proposer une nouvelle organisation collective.

Cela suppose avant tout, et c'est le préalable, si je puis dire, de changer quelque peu notre approche diplomatique. On ne peut plus se contenter de suivre les évolutions politiques ou les déclarations des acteurs traditionnels sans essayer de mieux décrypter les identités profondes, les forces qui sont à l'oeuvre et déterminent le cours des choses dans de nombreux pays. Nous avons trop constaté, en quelque sorte, ce que nous ne voulions pas voir, d'événements politiques, ces derniers semestres, sans nous interroger sur nous-mêmes, sans regarder assez les identités profondes, les imaginaires collectifs des peuples que j'évoquais à l'instant. Je pense qu'il faut davantage le faire et réinventer nos propres méthodes.

Et parfois, ce que nous ne voulions pas voir advient, parce qu'il y a une logique profonde, propre aux peuples. Il faut sans doute en comprendre davantage l'intimité, pour mieux anticiper ce cours des choses. Mais il nous faut aussi saisir ce qu'il y a de progressiste et d'humaniste dans ces visions du monde, et partant, les voies et les moyens d'initiatives nouvelles, et chercher dans chacun de ces pays nos alliés, les voies de passage, les moyens pour construire de nouvelles coopérations et alliances.

Nous devons accepter de le faire avec des alliances de circonstance, plutôt des alliances tactiques, concrètes selon les sujets, et sur le fondement de principes et d'objectifs clairs, avec toujours le respect de la souveraineté populaire nationale. Je l'ai déjà évoqué. Cela limite l'interventionnisme militaire ou, plus exactement, cela nécessite de toujours inscrire notre action dans une dynamique et un projet politique portés au plus près des peuples. Mais cela signifie aussi que nous devons, à chaque fois, oeuvrer pour que tous les acteurs non étatiques contribuent à cette nouvelle régulation du monde, en respectent les règles, et ne puissent en être en quelque sorte les passagers clandestins ou les arbitres cachés.

La réponse ne passe donc pas par l'unilatéralisme, mais bien par une réorganisation de notre action autour de quelques biens communs stratégiques, et par la construction de nouvelles alliances. En premier lieu, c'est en matière de lutte contre le changement climatique, d'abord, l'accord de Paris sur le climat doit continuer à être défendu. Nous voyons tous les jours, avec l'intensification des extrêmes climatiques et des catastrophes naturelles, la confirmation de l'urgence de ce combat. Et nous continuons à le mener, et nous continuerons avec des actions concrètes.

Le Sommet One Planet, dont la France a pris l'initiative avec l'ONU et la Banque mondiale, le 12 décembre dernier à Paris, a permis d'adopter des engagements financiers nouveaux, substantiels. Un nouveau sommet international de suivi sera organisé le 26 septembre prochain à New York. Nous devons continuer à mobiliser tous les acteurs engagés dans cette lutte : entreprises, organisations non gouvernementales, collectivités locales, grandes fondations internationales.

Ce combat pour la planète restera au coeur de notre politique étrangère, comme l'a montré la place prise par ce thème dans les visites que j'ai pu faire au Saint-Siège, en Chine ou en Inde, en particulier avec le premier sommet de l'Alliance solaire internationale que nous avons organisé avec l'Inde. Il doit se traduire aussi par la négociation et l'adoption d'un nouveau

pacte mondial pour l'environnement qui est à mes yeux un objectif prioritaire, et qui impliquera la mobilisation de l'ensemble de notre diplomatie, mais également par la préparation active des grandes échéances de négociations sur la biodiversité en 2019 et 2020. Et une mobilisation sur le sujet des océans comme des pôles qui impliquera, là aussi, la mobilisation de nombreux postes.

Cette diplomatie environnementale est majeure pour répondre à ce grand bouleversement du monde. Elle est majeure parce qu'elle caractérise l'engagement français et européen en la matière, parce qu'elle permet de nouer de nouvelles alliances, en particulier avec la Chine et plusieurs autres puissances, et donc construire, là aussi, nouvelle forme de coopération internationale, et parce qu'elle permet très profondément de répondre à nos intérêts, sur le court, moyen et long terme.

Le deuxième bien universel que nous avons replacé au coeur de notre politique de coopération internationale, c'est l'éducation, la culture, le savoir. La France, en effet, a montré son engagement en organisant avec le Sénégal la conférence de reconstitution du Partenariat mondial pour l'éducation à Dakar, il y a quelques mois, qui a permis de lever plus de deux milliards d'euros pour l'éducation dans le monde, en particulier l'éducation des jeunes filles, et pour laquelle, La France a multiplié sa contribution par 10.

C'est à mes yeux tout à la fois notre rôle universaliste et humaniste, mais aussi la contribution la plus essentielle que nous pouvons apporter à la crise démographique que j'évoquais tout à l'heure. Partout où la démographie flambe de manière inconsidérée, c'est parce que l'éducation a reculé, et en particulier, l'éducation des jeunes filles. Et c'est un discours que la France doit savoir porter. Combien ai-je été attaqué lorsqu'il y a un peu plus d'un an, j'ai porté ce discours à Hambourg, mais des dirigeants africains l'ont eux-mêmes repris, porté, et l'appliquent avec courage.

Mais partout où la démographie s'est mise à flamber avec sept ou huit enfants par femme, c'est là où les mariages forcés ont repris, c'est là où l'éducation des jeunes filles a reculé. Et qu'on me présente les pays où toutes les jeunes femmes ont choisi d'avoir huit ou neuf enfants, qu'on me les présente, avant de dire que ce serait une forme de néo-impérialisme que de tenir ces discours à Paris, non, il faut surtout aider ceux qui les tiennent dans chacune de leur capitale.

La lutte pour l'éducation est la meilleure réponse à tous les obscurantismes et les totalitarismes. L'éducation, la culture, l'intelligence sont au coeur de ce combat que nous devons mener partout. C'est la seule réponse durable au défi démographique mondial. Et c'est ainsi que nous lutterons en profondeur contre les inégalités, en particulier entre les femmes et les hommes. Et c'est pourquoi j'ai fait, dans notre pays comme à l'international, de l'éducation une priorité absolue.

Et je crois profondément que sur ce sujet, la France a un rôle inédit à jouer, d'abord, parce que c'est son histoire, sa tradition, depuis un an, nous avons construit une stratégie éducation ambitieuse, de la maternelle à l'université, qui, je crois, donne une crédibilité toute particulière à notre pays en la matière. Mais considérons aussi de plus près ce que nous sommes, et les atouts que nous avons, nous avons à Paris le siège de trois organisations internationales essentielles dans ces domaines : l'UNESCO, dont la nouvelle directrice générale a commencé à

mener une action résolue que nous appuyons avec force, l'OCDE, qui a acquis une crédibilité incontestée en matière d'évaluation des performances éducatives, l'Organisation internationale de la Francophonie, dont c'est aussi une ambition forte et une des priorités.

Et nous avons lancé ces dernières années plusieurs projets, l'initiative ALIPH - pour protéger le patrimoine culturel menacé et plusieurs autres - qui accroît encore cette force. Ajouter à cela notre rôle accru au sein du Partenariat mondial pour l'éducation que je souhaite encore plus actif et présent à Paris, nous avons tout pour faire de la France un écosystème mondial du savoir, de l'intelligence et de la culture, que vous devez faire rayonner à travers le monde, à travers la coopération universitaire, scientifique et de recherche.

Je crois que c'est à la fois un bien commun essentiel que nous devons défendre, mais je crois que c'est aussi un levier formidable d'influence pour notre pays.

Troisième bien commun, c'est la santé. Sur ce sujet, la France reprendra le fil de ses engagements en réunissant le 10 octobre 2019, à Lyon, la conférence de reconstitution du Fonds mondial contre le sida, le paludisme et la tuberculose. Mais d'ici là, je souhaite que nous reprenions avec force l'important combat mené contre les faux médicaments, que la France avait initié, et que nous intensifions notre implication dans la lutte contre les grandes pandémies, je pense en particulier à la lutte contre Ebola en Afrique centrale.

Le quatrième bien commun fondamental, c'est l'espace numérique. Nous devons à la fois accompagner son essor, investir pour la promotion de nos intérêts stratégiques et économiques et encadrer pour qu'il puisse être accessible à tous et protecteur de nos droits fondamentaux. Ce grand bouleversement, c'est exactement le sens du sommet Tech For Good, organisé à Paris au printemps dernier, et que nous renouvellerons chaque année, pour encourager la réflexion sur les régulations indispensables dans ces nouveaux secteurs, avec l'ensemble des acteurs internationaux, et pour prendre aussi des mesures et des engagements concrets. Qu'il s'agisse de fiscalité, de respect de la vie privée, de droits sociaux, d'éthique, nous devons forger des réponses respectueuses de la souveraineté des pays, en n'acceptant jamais que tel ou tel acteur économique, tel ou tel espace de l'activité humaine, puissent échapper à notre souveraineté et à notre vigilance.

C'est le sens de l'engagement que nous avons pris, en particulier avec le Royaume-Uni, au niveau européen comme au niveau international, pour lutter contre la diffusion des messages terroristes, ou des contenus à caractère terroriste. C'est le travail de régulation que nous continuerons à mener au niveau européen et international, pour précisément accroître les bonnes pratiques dans le domaine. Le 12 novembre prochain, à Paris, se tiendront en même temps l'Internet Governance Forum et le CivicTech Forum, qui permettront des avancées sur ces sujets. Je veux faire de la France un centre majeur d'attractivité, mais aussi de réflexion et de construction de ces règles nouvelles, parler des biens communs et de cette nouvelle grammaire de la mondialisation.

C'est également parler de notre organisation collective en matière de commerce. Le commerce international n'est définitivement pas équitable, l'organisation collective que nous avons aujourd'hui n'est pas des plus efficaces, mais y répondre par l'unilatéralisme absolu et la guerre commerciale est la moins bonne des réponses. La réponse doit passer par une refondation en

profondeur de notre ordre mondial international. C'est pourquoi j'ai invité dès mai dernier à l'OCDE à lancer un groupe de travail conjoint entre les Etats-Unis, l'Union européenne, la Chine et le Japon.

Nous devons clarifier les règles existantes, améliorer le règlement des différends, adopter une régulation plus efficace sur le plan international et intégrer dans notre politique commerciale nos propres exigences sociales et environnementales. On ne peut pas avoir une politique commerciale qui, en quelque sorte, serait pensée à part de tout.

J'invite ainsi les représentants de ces puissances en marge du 11 novembre prochain à Paris à tenir une première conférence sur ce sujet. Je pense que nous pourrons en quelques mois bâtir un système plus efficace et plus équitable, et que nous pouvons ne pas céder en effet, là aussi, à l'hégémonie de l'un et à la division de tous.

Je crois en effet également qu'en matière sociale, notre ordre mondial peut être bien mieux régulé. Et je pense que les 100 ans de l'OIT en 2019 doivent nous permettre d'aller plus loin et de marquer une nouvelle ambition. Partout où la mondialisation est critiquée, ce qu'on critique, ce sont ces aberrations sociales, ce que critiquent les classes populaires et moyennes, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, comme dans notre pays, c'est le fait qu'elles ne s'y retrouvent plus, que cet ordre a construit des inégalités que j'évoquais tout à l'heure, qui ne sont plus soutenables.

Il nous faut donc les penser, non pas les uns contre les autres, mais construire, comme nous avons su le faire dans d'autres domaines, les voies et moyens d'une coopération internationale, qui puisse nous aider à définir des standards communs, et donc penser, là aussi, la convergence de ceux qui le veulent, la coopération de tous. C'est pourquoi je veux faire de la question des inégalités le sujet majeur de l'engagement français durant l'année qui s'ouvre, notamment au G7, que nous présiderons en 2019.

C'est, au total, cette refondation de l'ordre mondial qui est notre cap. La France et l'Europe y ont un rôle historique à jouer. Je ne crois pas que l'avenir du monde se bâtira sur des hégémonies, ni sur des théocraties, ni sur de nouveaux totalitarismes. Mais cela suppose un sursaut immédiat de notre démocratie. Nous ne gagnerons pas cette bataille en disant simplement que les démocraties ont par définition raison, quand nous voyons partout les extrêmes monter, et cet ordre international se désagréger. Quand je parle d'un multilatéralisme fort, cela suppose de regarder ce qui, pour nos concitoyens, constitue des défis essentiels, et de savoir y apporter une réponse internationale.

C'est bien sur les failles de la gouvernance mondiale et l'affaiblissement des démocraties que la paix chèrement acquise de 1918 s'est brisée au cours des années 30. C'est pourquoi j'ai pris l'initiative d'inviter à Paris, pour les cérémonies du 11 novembre, plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement qui inaugureront le premier Forum de Paris sur la Paix. Ce Forum vise à renforcer notre action collective en associant Etats et organisations internationales, au premier rang desquels l'ONU, avec la société civile : les ONG, les entreprises, les syndicats, les experts, les intellectuels, les groupes religieux. La gouvernance internationale doit se décliner concrètement, et chaque citoyen peut y prendre part.

Cette refondation suppose précisément ce temps de réflexion, et ce sursaut commun, c'est celui, j'espère, que nous saurons faire vivre le 11 novembre prochain à Paris. Cette refondation suppose aussi que nous reconcevions nos organisations, nos instruments de concertation et nos coalitions.

En 2019, la France présidera donc le G7. Je souhaite que nous puissions en renouveler les formats et les ambitions. Nous devons, en restant un groupe cohérent porté par des niveaux de développement et d'exigences démocratiques communs, nouer un dialogue constant plus fort, avec la Chine sur le climat et le commerce, avec l'Inde sur le numérique, avec l'Afrique sur la jeunesse. En tout cas, nous ne devons pas reproduire ce théâtre d'ombres et de divisions qui, je crois, nous a davantage affaibli qu'il ne nous a fait avancer. Je proposerai donc d'ici à la fin de l'année aux autres pays membres une réforme, en lien d'ailleurs avec les Etats-Unis, qui prendront après nous la présidence du G7 en 2020.

Dans le monde entier, en Asie, en Amérique latine, en Afrique, ce sont ainsi de nouveaux équilibres, de nouvelles relations qu'il nous faut repenser sur la base du travail en profondeur que je vous ai demandé. Ainsi, en mars et en mai dernier, j'ai proposé à New Delhi puis à Sydney de travailler à un nouvel axe indo-pacifique stratégique, qui ne doit pas être dirigé contre quiconque et peut être une contribution essentielle à la stabilité internationale. Nous sommes une puissance indo-pacifique avec plus de huit mille hommes dans la région et plus d'un million de nos concitoyens. Nous devons en tirer toutes les conséquences et je souhaite que vous puissiez décliner cet axe de l'océan indien à l'océan pacifique, en passant par l'Asie du Sud Est, de manière résolue, ambitieuse et précise.

Nous devons en effet construire une nouvelle relation à l'Asie. Elle se bâtira notamment autour de notre dialogue essentiel et fructueux avec la Chine. J'ai dit que je m'y rendrai chaque année et j'ai jeté les bases de ce dialogue il y a quelques mois à Xi'an. La Chine a posé l'un des concepts géopolitiques les plus importants des dernières décennies avec ses nouvelles routes de la soie. Nous ne pouvons pas faire comme si cela n'existait pas. Nous ne devons céder à aucune fascination coupable ou court-termiste : c'est une vision de la mondialisation qui a des vertus de stabilisation de certaines régions mais qui est hégémonique. Et je souhaite donc que la France puisse porter une voix d'équilibre et de préservation à la fois de nos intérêts et de notre vision du monde dans ce dialogue constructif, exigeant et confiant avec la Chine.

Notre relation avec le Japon est aussi essentielle, qui présidera le G20 en même temps que nous le G7, et qui fut notre dernier invité du 14 juillet avec Singapour et dont l'actuelle saison culturelle en France montre la profondeur de nos liens. Les relations avec l'Inde, la plus grande démocratie du monde, et avec l'Australie, dans le cadre de la stratégie indo-pacifique sont essentielles. Mais c'est plus particulièrement avec l'Afrique que nous devons refonder ces coalitions contemporaines que j'évoquais à l'instant et notre capacité précisément à influencer sur le cours du monde.

La leçon que nous donnent l'Ethiopie, le Liberia ou la Sierra Leone est qu'il n'y a pas de fatalité dans l'instabilité africaine, qu'il s'agisse des conflits internes ou des conflits entre voisins. L'Afrique n'est pas seulement notre interlocuteur pour parler des crises qui l'affectent, elle est d'abord notre alliée pour inventer les grands équilibres du monde de demain. C'est pourquoi je vous demande à tous d'être les acteurs de ce dialogue : la relation avec l'Afrique, et

c'est un message essentiel que je veux ici vous faire passer, n'est pas que l'affaire de nos ambassadeurs en Afrique. Quand je parle de l'Afrique, je parle de l'ensemble du continent africain dans sa diversité et ses richesses, comme je l'ai expliqué dans mon discours à Ouagadougou, en invitant tous les talents de nos deux continents, et notamment les jeunes européens et africains, à dialoguer sur leur avenir commun.

L'importance de l'Afrique pour la France, c'est non seulement celle du voisin le plus proche mais aussi une partie de notre identité, à travers notre histoire commune, à travers les diasporas que j'ai prévu de rencontrer cet automne et c'est pour nous la nécessité de mieux impliquer dans le renouveau de notre relation avec le continent ces dernières. Je compte également sur la contribution des membres du Conseil présidentiel pour l'Afrique, que je salue pour leur engagement à mes côtés.

Jamais nous ne remporterons la bataille que j'évoquais sur les biens communs, jamais nous ne parviendrons à construire ces nouvelles coopérations et alliances pour l'ordre international qui est le nôtre sans l'Afrique. Jamais nous ne remporterons la bataille pour la biodiversité ou contre le dérèglement climatique sans une participation active des pays africains. Je me rendrai au printemps prochain à Nairobi, au siège du PNUE, pour poursuivre la dynamique du Sommet One Planet en Afrique, sur le terrain.

L'Afrique est également le continent où se joue l'avenir de la Francophonie et, dans une large mesure, celui de notre langue, de notre influence culturelle. C'est la raison pour laquelle j'ai apporté le soutien de la France à la candidature endossée par l'Union africaine au poste de secrétaire générale de l'organisation internationale de la francophonie, dans la perspective du Sommet d'Erevan le 12 octobre prochain.

Nous avons lancé, à Lagos en juillet dernier, la saison des cultures africaines, qui sera organisée en France en 2020 et qui permettra, pour la première fois, à l'Afrique de se raconter elle-même, en France, dans tous les lieux de culture. N'Goné Fall sera la commissaire générale de cette saison culturelle. Je recevrai également cet automne le rapport de Bénédicte Savoy et de Felwine Sarr sur la restitution temporaire ou définitive à l'Afrique de son patrimoine culturel. Ce que nous construisons ce faisant, touche par touche et je ne peux détailler tous les axes de cette politique, c'est en quelque sorte la conversion d'un regard réciproque. Celle qui va permettre à la France de regarder différemment l'Afrique mais à l'Afrique également de se dire différemment, de raconter son propre passé, son propre présent différemment à la face du monde et de construire un nouvel imaginaire entre la France et le continent africain.

Je crois que c'est un élément essentiel de notre diplomatie car c'est l'une des clés des réponses à l'instabilité qui existe dans plusieurs régions de l'Afrique et c'est l'une des clés au rééquilibrage de notre relation sur tous les plans. L'Afrique est bien entendu aussi notre voisin méditerranéen. Nous sommes attentifs aux relations privilégiées que nous avons avec le Maroc, l'Algérie, la Tunisie où je me suis déjà rendu. J'aurai aussi l'occasion de faire une visite au Caire dans les prochains mois, au moment où l'Egypte prendra la présidence de l'Union africaine. Et j'ai annoncé en début d'année à Tunis l'organisation d'un Sommet des deux rives, qui serait construit sur la base de l'actuel dialogue 5+5 mais de manière encore plus inclusive, avec une forte contribution des sociétés civiles. Dix ans après l'Union pour la Méditerranée, il nous faut retrouver le fil d'une politique méditerranéenne différente en tirant tous les enseignements de ce que nous avons réussi et de ce que parfois nous ne sommes pas parvenus

à faire en impliquant toutes les sociétés civiles, mais en refondant une politique méditerranéenne plus inclusive qui est aussi sans doute l'une des conditions à la reconsolidation du Maghreb. Pour parler de la jeunesse, de la mobilité, de l'énergie, des échanges universitaires, cette politique est indispensable et nous allons, dans les prochains mois, préparer ce Sommet qui se tiendra à Marseille au début de l'été 2019.

Notre troisième objectif, Mesdames et Messieurs, est de renforcer l'influence de la France dans ce contexte. Je l'évoquais au début de mon propos en parlant de l'importance de la diplomatie économique. Notre pays a certes attiré cette année davantage d'investissements, de tourisme, de talents mais nous avons encore de nombreux défis. La France gagne aussi dans le domaine sportif avec l'attribution des Jeux Olympiques de 2024 ou la victoire des Bleus qui ont fait vibrer tout le peuple français en rapportant la Coupe du monde. Et cette victoire, la manière dont nos joueurs et nos concitoyens l'ont célébrée, ne font qu'augmenter les attentes vis-à-vis de la France.

Ce renforcement de l'attractivité dans tous les domaines, vos efforts y ont activement contribué. Ils ont été appuyés par les manifestations inédites que nous avons organisées depuis le début de l'année à Versailles, à Paris, ou ailleurs sur l'investissement avec le sommet Choose France, sur les nouvelles technologies avec Vivatech ou sur l'Intelligence Artificielle avec la présentation de la stratégie française devant de nombreux spécialistes internationaux à la fin de l'hiver. J'attends votre mobilisation quant au suivi de ces rencontres que nous répliquerons chaque année, et qui nécessitent nombre d'actions concrètes.

Des annonces importantes ont d'ores et déjà été faites à ces occasions par plusieurs grands groupes étrangers, montrant qu'il est possible de les faire travailler chez nous, en approfondissant avec eux un dialogue exigeant sur les aspects les plus complexes : la sécurité, la fiscalité, l'économie numérique. Et c'est dans ce même esprit que j'ai souhaité que la France puisse accueillir en 2023 les Olympiades des métiers et je voudrais que toutes nos ambassades se mobilisent pour accompagner notre candidature, car cela contribue aussi de ce rayonnement économique indispensable.

Dans le même temps, nous devons plus que jamais faire rayonner notre culture et notre langue. Je l'ai déjà évoqué à plusieurs reprises. Nous sommes sortis d'une vision défensive de la langue pour promouvoir enfin une politique offensive et décomplexée de la promotion du français et du plurilinguisme, qui accorde précisément toute leur importance aux langues régionales, qui reconnaît pleinement la place des auteurs africains et du monde entier dans la création littéraire francophone.

Je remercie à ce titre ma représentante personnelle pour la Francophonie, Leïla Slimani, pour son action dans ce domaine. Nous savions depuis des années, grâce à nos actions de coopération sur le terrain, qu'un changement de paradigme était indispensable. C'est aussi pour cela que j'ai décidé de stabiliser, pour la deuxième année consécutive, le budget de notre coopération culturelle en 2019.

D'ores et déjà, nous avons augmenté de 50% le nombre d'heures de français proposées aux réfugiés, accru de 20% le nombre d'écoles bilingues à l'étranger labellisés France Education, réuni tous les opérateurs concernés dans un consortium chargé de la formation des

enseignements en Afrique francophone. Je salue également la création d'une Chaire francophone au Collège de France. Ces avancées sont considérables. Elles sont également favorisées par le dynamisme des journalistes de France Médias Monde et j'entends bien poursuivre avec vous et vous demander de redoubler d'efforts en ce sens, en lien avec l'Organisation internationale de la Francophonie comme en lien avec l'ensemble des opérateurs, dont TV5 Monde et l'Agence universitaire de la Francophonie.

Toutes ces actions d'influence ne seront possibles et efficaces en complément de la diplomatie économique que j'évoquais, que si nous redonnons à notre politique d'aide au développement une ambition nouvelle et en faisant une véritable politique d'investissement solidaire. La France, en effet, inscrit sa politique de partenariat et de solidarité internationale dans la poursuite des Objectifs du développement durable des Nations unies. Pour être à la hauteur de ces objectifs, j'ai décidé que notre nouvelle politique bénéficierait de moyens accrus, après une longue période de baisse, pour atteindre 0,55% du revenu national brut en 2022. D'ores et déjà, pour garantir cette montée en puissance, le budget 2019 comptera un milliard d'euros en autorisations d'engagement supplémentaires.

Mais, je vous l'avais dit il y a un an, les moyens financiers à eux seuls ne sont pas suffisants. C'est une nouvelle méthode qui est nécessaire, à la fois en France et chez nos partenaires. D'ores et déjà, une nouvelle gouvernance a été mise en place avec la création d'un conseil national du développement. Le Premier ministre a reçu vendredi dernier le rapport qu'il avait demandé au député Hervé Berville et je remercie ce dernier pour le travail qu'il a mené et la large consultation ainsi conduite. Comme il le propose, une nouvelle dimension partenariale sera mise en place pour mieux associer la société civile, la jeunesse, les entreprises, les diasporas.

Cela implique d'agir au plus près du terrain. Je soutiens à cet égard la proposition de rehausser les moyens mis à disposition directement de nos Ambassades pour encourager les initiatives locales. Sur l'égalité femmes/hommes, sur le soutien à l'innovation, vous devez être les premiers acteurs et les premiers relais de la volonté politique que j'ai exprimée. Je soutiens également l'idée d'une nouvelle loi d'orientation et de programmation pour entériner notre trajectoire d'aide et rénover le cadre de notre politique de coopération internationale.

Une politique ambitieuse d'évaluation sera mise en oeuvre pour suivre les résultats de cette aide en toute transparence et des réorganisations profondes seront conduites autour de l'AFD. Je vous demande également de bien veiller dans le monde entier à ce qu'une grande cohérence et une grande complémentarité soit respectée entre nos priorités nationales et les programmes européens de coopération et de développement. C'est, je crois, un gage de cohérence et d'efficacité pour nous tous.

Je finirai mon propos par le quatrième axe développé l'année dernière, sans doute encore plus d'actualité aujourd'hui, qui est notre priorité européenne. J'ai, au fond, tout au long de mon discours rappelé l'importance de l'Europe, qu'il s'agisse de notre sécurité, de notre capacité à refonder l'ordre international ou de promouvoir notre propre intérêt. Le faire seul est la plupart du temps, si ce n'est voué à l'échec, beaucoup moins efficace. Le faire avec une voix européenne forte, cohérente est, je crois, le gage de notre réussite. Depuis un an et notre dernier échange, nous avons proposé, nous avons avancé, nous avons d'ores et déjà construit des alliances. Lors du discours de la Sorbonne en septembre dernier, j'ai proposé une vision

complète, ambitieuse d'une Europe plus souveraine, plus unie, plus démocratique. Sur cette voie, nous avons déjà obtenu de premiers résultats en matière de défense - je les évoquais tout à l'heure -, en matière de travail détaché, en matière de convergence sociale et fiscale, de politique commerciale. Nous aurons dans les prochains mois à continuer le travail en matière de migration ou de numérique.

Nous avons, sur cette base et compte tenu du contexte politique que notre premier partenaire allemand a eu à connaître, mené un travail durant plusieurs mois qui a permis à Meseberg en juin dernier de sceller une étape historique entre la France et l'Allemagne et de construire un document stratégique qui, sur tous ces points, y compris celui d'un budget de la zone euro, nous fixe un agenda commun d'ici à 2021 qui permettra, je crois, de développer de manière cohérente cette vision d'une Europe souveraine, unie et solidaire qui doit être la nôtre.

Culture et éducation ; climat et énergie ; santé et alimentation ; numérique et innovation : dans chacun de ces domaines, nous avons avancé et proposé une initiative commune. Nous avons aussi adopté une méthode ambitieuse, celle de parler à tout le monde, là aussi en Europe. J'ai visité en un an plus de la moitié des pays de l'Union européenne. J'ai évidemment échangé avec l'intégralité, de manière bilatérale, des chefs d'Etat et de gouvernement. J'ai souhaité marquer le premier été par une tournée en Europe centrale et orientale et je serai demain au Danemark où aucune visite d'Etat n'a eu lieu depuis trente-six ans puis en Finlande.

Nous avons parfois oublié certains pays de l'Europe sous prétexte que nous les voyons à chaque conseil européen. Mais il y a à convaincre, à comprendre aussi la dynamique profonde de nombre de peuples européens à construire une relation bilatérale forte qui serve notre politique européenne. L'Europe ne se fait ni à Bruxelles, ni à Paris, ni à Berlin : elle se construit dans la diffusion inlassable de nos idées, de nos projets, de manière non hégémonique.

Je vous le dis aujourd'hui avec gravité et humilité : ce combat européen ne fait que commencer. Il sera long, il sera difficile. Il sera au centre de l'action de la France tout au long de mon mandat et en particulier dans l'année qui s'ouvre, car nous sommes au milieu d'une crise européenne.

Partout en Europe, les doutes sont là. Le Brexit en est un symptôme. La montée des extrêmes est presque une règle générale et la France fait figure d'exception. Les divisions entre le nord et le sud sur le plan économique, entre l'est et l'ouest sur les sujets migratoires fracturent encore trop souvent notre Union européenne et nous vivons aujourd'hui une crise politique sur les migrations à laquelle nous devons faire face.

Alors face à cela, quelle réponse apporter ? Ne rien renoncer de l'ambition exprimée il y a un an. Rien. Au contraire, apporter davantage de clarté et quelques angles que je veux ici, pour conclure mon propos, partager avec vous. D'abord, de quelle Europe parlons-nous ? Quand nous parlons à l'Afrique, quand nous parlons de nous-mêmes, quand nous parlons de tous ces grands défis, le périmètre, le contour de cette Europe ne doit pas non plus faire l'objet d'une forme de confort intellectuel. L'Union européenne n'est pas écrite de tout temps et les modifications de son périmètre ne sont ni un drame ni forcément un mouvement qu'on devrait subir. Il y a bien évidemment d'abord le Brexit mais j'attire l'attention collective : n'y a-t-il pas

quelque chose d'absurde dans une Union européenne qui aujourd'hui va consacrer une énergie colossale à discuter du Brexit et, en même temps, voudrait discuter du début d'une négociation d'adhésion de l'Albanie ou de tel ou tel autre pays des Balkans occidentaux ? Tous ces pays ont quelque chose à voir avec notre histoire et notre stratégie mais est-ce que nous sommes là, dans ce cercle initié et lucide, est-ce que nous pouvons être satisfaits de ce cours des choses ? Est-ce que nous pensons que c'est la meilleure manière de répondre à nos défis ? Est-ce que nous pensons que les choses vont comme elles vont, quand il s'agit du périmètre de l'Europe, de quelle Europe nous voulons ? Résolument pas.

Alors pour ce qui est du Brexit, je souhaite que l'accord se fasse d'ici à la fin de l'année en fixant le cadre de nos relations futures. Mais je le répète, le Brexit, c'est un choix souverain qu'il faut respecter, mais c'est un choix qui ne saurait se faire aux dépens de l'intégrité de l'Union européenne. C'est le choix du peuple britannique pour lui-même, mais pas pour les autres et la France souhaite maintenir une relation forte, privilégiée avec Londres, mais pas au prix de la dissolution de l'Union européenne. Et que l'intégrité soit défendue par la capitale dont c'est la cause, dans son propre pays, est une chose, mais nous avons à défendre l'intégrité de nos valeurs, de notre socle et de l'Union européenne. Et donc nous aurons sur ce point un dialogue exigeant, indispensable, mais il nous faudra, quoi qu'il en soit penser la relation de l'Union européenne après le Brexit avec Londres, c'est indispensable. Et le penser consistera justement à définir à tout le moins un partenariat stratégique à construire.

C'est la même exigence que je veux à nos frontières, j'ai déjà évoqué le cas de la Russie tout à l'heure, le cadre d'une architecture européenne de sécurité et de défense, mais nous ne pouvons durablement construire l'Europe sans penser notre relation à la Russie et la Turquie. La penser sans complaisance et sans naïveté. Est-ce que nous pensons aujourd'hui là aussi de manière lucide et sincère que nous pouvons continuer une négociation d'adhésion à l'Union européenne de la Turquie, quand le projet chaque jour réaffirmé du président turc avec lequel j'ai eu une intensité de contacts inédite depuis un peu plus d'un an, est un projet panislamique régulièrement présenté comme antieuropéen, dont les mesures régulières vont plutôt à l'encontre de nos principes ? Résolument pas. Et là aussi nous devons sortir de l'hypocrisie pour construire une solution me semble-t-il plus efficace, plus cohérente pour nous. Il nous faut donc construire un partenariat stratégique qui n'est pas l'adhésion à l'Union européenne, mais un partenariat stratégique avec la Russie et avec la Turquie, parce que ce sont deux puissances importantes pour notre sécurité collective, parce qu'il faut les arrimer à l'Europe, parce que l'histoire de ces peuples s'est fait avec l'Europe et que nous devons ensemble construire notre avenir. Et donc sur tous ces plans il faut une relation que nous avons à réinventer, sur un plan exigeant, mais sans céder à l'espèce de tâtonnement bureaucratique auquel nous nous sommes habitués sur ces sujets.

Nous sommes sortis de la guerre froide et la Turquie du président Erdogan n'est pas la Turquie du président Kemal. Ces deux réalités sont là et il nous faut en tirer toutes les conséquences.

Ensuite il faut assumer, accepter, porter le fait que cette Europe sera une Europe de plusieurs cercles, parce que c'est déjà le cas et donc il faut accepter qu'il y ait une Europe large, peut-être plus large que l'Union européenne, le Conseil de l'Europe étant d'ailleurs cette base la plus large, fondée sur nos principes, qui parfois sont remis en cause au sein même de l'Union. Mais il y a donc la place pour une Europe large, la place pour un marché commun et en ce cœur la place pour des coopérations renforcées, une intégration plus forte. Et cela suppose d'avoir un peu d'audace et d'accepter de revisiter des tabous de part et d'autres, des tabous de transfert

d'un côté du Rhin, des tabous de changement de traité de l'autre côté du Rhin. Et sur ce point la vision que porte la France aujourd'hui, celle que nous porterons dans le cadre des échéances à venir, suppose une révision des traités qu'il s'agisse de la réforme de l'Union européenne comme de la zone euro, je la souhaite et je souhaite que nous puissions la construire sur la base des consultations démocratiques en cours, sur la base des résultats des élections européennes à venir et d'un travail intergouvernemental qui s'imposera dans les semestres qui viennent. Parce que nous avons besoin de repenser notre organisation collective, nous avons besoin d'une Commission plus efficace et moins nombreuse et nous avons besoin de repenser les axes stratégiques de cette Europe.

Enfin, nous serons et nous sommes aujourd'hui collectivement testés parce que cette Europe, je l'ai dit à plusieurs reprises et je viens de parler de son périmètre, de son étendue, à à faire face à tous les défis contemporains dont je vous parle depuis tout à l'heure. Et nous n'avons qu'une réponse européenne crédible : celle de notre autonomie stratégique. La question n'est pas de savoir si nous arrivons à convaincre les Etats-Unis d'Amérique, c'est un grand peuple et un grand pays, la question est de savoir si les Etats-Unis d'Amérique nous regarde comme une puissance avec une autonomie stratégique, c'est ça la vraie question qui est posée pour l'Europe aujourd'hui. Et force est de constater qu'aujourd'hui ce n'est pas le cas, nous devons nous regarder avec lucidité, quand bien même celle-ci est cruelle, je ne crois pas très sincèrement aujourd'hui que la Chine ou les Etats-Unis d'Amérique pensent que l'Europe est une puissance avec une autonomie stratégique comparable à la leur. Je ne le crois pas.

Et je crois que si nous ne parvenons pas à construire cela, nous nous préparons des lendemains moroses. Et donc comment construire cette véritable souveraineté européenne ? Eh bien en répondant aux défis dont j'ai parlé depuis tout à l'heure, en faisant de l'Europe, le modèle de cette refondation humaniste de la mondialisation. C'est ça le défi qui est le nôtre et c'est ça exactement le débat qui est posé aujourd'hui au peuple européen dans le cadre des élections qui adviennent.

Il y a le choix clair d'un côté, l'Europe n'est pas efficace, elle ne répond plus à ces défis de la mondialisation, ce n'est pas totalement faux. Elle n'a pas d'autonomie stratégique, il faut donc la désagréger.

Alors les plus sophistiqués vous diront : nous sommes pour la désagréger, sauf lorsqu'elle nous apporte quelque chose, parce que l'Italie est contre l'Europe qui n'est pas solidaire sur le plan migratoire, mais elle est pour l'Europe des fonds structurels lorsque j'écoute certains ministres ; le président du conseil italien le sait bien d'ailleurs, il est sur une ligne beaucoup plus structurée. La Hongrie de Viktor Orban, elle n'a jamais été contre l'Europe des fonds structurels, de la politique agricole commune, mais elle est contre l'Europe quand il s'agit de tenir de grands discours sur la chrétienté. Et donc il y a une voie claire de l'opportunisme européen, mais du nationalisme revendiqué, désagrégeons cette structure bureaucratique, elle ne nous apporte plus rien, faisons semblant d'oublier ce qu'elle nous apporte et assumons une ligne claire.

De l'autre côté, il nous faut porter une ligne, là aussi claire, celle d'une volonté de souveraineté européenne, en quoi et comment l'Europe peut apporter seule une réponse à nombre de nos défis ? Et je crois que c'est le cas, et je crois que c'est tout particulièrement le cas pour ce qui est de la crise politique aujourd'hui qui sévit en Europe. Je parle de crise politique, parce que

les sujets dont nous avons parlé tout l'été en matière de migration, sont avant tout une crise politique. L'Europe a eu à subir en 2015 une vraie crise migratoire, quand des millions d'Afghans, de Syriens sont venus en raison des conflits. L'Europe a eu à subir, il y a un peu plus d'un an une vraie crise migratoire venant de Libye mais ces flux ont été divisés par dix ces dernières semaines, ce n'est pas une crise migratoire, c'est une crise politique, celle de la capacité justement à répondre à ce défi.

Sur ce sujet, il faut regarder les choses en face, pourquoi avons-nous cette crise politique européenne et en particulier italienne ? Parce qu'il n'y a pas eu de solidarité européenne. Pourquoi avons-nous eu une crise politique en Grèce naguère ? Parce qu'il n'y avait pas eu de solidarité européenne. C'est pour ça que j'ai toujours lié la solidarité européenne avec une vraie politique de souveraineté et donc ce qui arrive en Italie, nous l'avons produit politiquement par notre absence de solidarité. Est-ce que cela excuse les discours xénophobes, les facilités ? Je ne le crois pas et je crois que d'ailleurs ces mêmes xénophobes n'apportent aucune solution au mal qu'ils dénoncent. Parce que, qu'ils aillent chercher la solidarité de ceux dont ils veulent se séparer, grand bien leur fasse, ça ne marche pas souvent, et d'ailleurs tous ceux qui portent une voix nationaliste ou unilatérale s'entendent très bien pour dénoncer l'Europe, s'entendent rarement pour trouver les solutions communes, y compris pour eux-mêmes. Les axes dont on nous parle n'apportent aucune solution, aucune.

Et donc sur ce sujet, je crois que la France, avec les partenaires constructifs et la Commission européenne, doit mettre en place, contribuer à mettre en place un dispositif pérenne, respectueux des principes humanitaires et du droit solidaire et efficace. Ce qui veut dire que nous ne devons, ni ne pouvons sortir du droit d'asile tel que nous l'avons pensé. J'écoute chaque jour les discours qui disent "ne prenez pas les gens, ne les acceptez pas, c'est de la faiblesse, de la bonne volonté", la France, et je m'en félicite, fait partie des pays qui durant la crise politique de cet été a accueilli le plus de réfugiés, 250, je vous invite à garder en mémoire la proportion de ces chiffres, parce que sur la base des cinq missions de l'OFPRA que nous avons organisées, nous les avons identifiées comme relevant du droit d'asile. Mais qui sont les responsables politiques, responsables fondamentalement, lucides, qui peuvent nous expliquer qu'on devrait renoncer au respect du droit d'asile en France et en Europe ? Mais ce droit d'asile, il est dans notre constitution, nous Français, il est dans tous nos textes européens. La clé simplement, c'est d'accepter cette différenciation. Il y a ceux qui relèvent du droit d'asile qu'il faut accueillir de manière inconditionnelle en ayant la bonne organisation, avec l'autre rive de la Méditerranée et avec le reste de l'Afrique et il y a ensuite une politique de migration à construire au niveau européen avec l'Afrique pour éviter, réduire, maîtriser les flux migratoires liés à des migrations économiques et organiser un retour beaucoup plus efficace à ces derniers.

C'est le sens même de la loi qui sera promulguée dans quelques jours et que nous avons prise pour la France, c'est le sens même de l'action que nous portons en Europe, et du partenariat que nous voulons construire, avec l'ensemble des Etats africains, comme nous avons commencé à le faire, à Abidjan, à la fin de l'année dernière, dans le dialogue entre l'Union européenne et l'Union africaine, à Paris, il y a un an jour pour jour, avec l'Union africaine et nombre de pays d'origine et de transit, et avec nombre de nos partenaires, c'est cela la bonne réponse à la crise migratoire.

C'est donc une politique européenne, exigeante, qui respecte nos valeurs, mais qui, parce que nous aurons trouvé les règles communes d'une protection aux frontières, et d'une solidarité

interne, sera enfin efficace. La France a un défi migratoire, nous sommes le pays qui a eu à recevoir quasiment le plus de demandes l'année dernière, le deuxième pays de demandes d'asile, un peu plus de 100.000, mais aucun n'est arrivé par des routes dites primaires. C'est l'incapacité de l'Europe à gérer le sujet migratoire qui fait que nous avons eu autant de demandes d'asile. Et donc j'invite toutes celles et ceux qui tiennent des discours sur ce sujet à regarder la réalité des faits. Si nous avons une organisation plus efficace au niveau de l'Europe, alors, nous avons une partie de la réponse à nos propres défis, et parfois à nos propres craintes.

Il faut le construire, de manière durable, exigeante, avec l'ensemble des partenaires concernés. Mais plus largement, vous l'avez compris, sur chacun de ces sujets, je plaiderai pour que l'Europe puisse être cette puissance qui, comme je viens de le dire, pour le sujet des migrations, et bien, construira les solutions auxquelles nous croyons dans la mondialisation. Une puissance économique et commerciale à travers une zone euro plus forte, une défense de nos intérêts stratégiques et commerciaux, une indépendance financière avec des mécanismes que nous devons proposer, et c'est la demande que nous avons faite à la Commission, pour asseoir l'autonomie financière de l'Europe, et mettre enfin fin à l'extraterritorialité de certaines décisions financières et monétaires.

Une puissance économique et commerciale qui construira la convergence fiscale et sociale en son sein. Je veux une Europe qui soit puissance numérique, et de l'intelligence artificielle, à travers les initiatives que nous avons commencé à prendre, d'un fonds pour les innovations de rupture, d'un vrai marché unique du digital, d'une taxation juste des acteurs du numérique. Une Europe puissance écologique, alimentaire, et sanitaire, qui permette partout en Europe de garantir les mêmes droits d'accès à une nourriture saine et à un environnement plus sain.

Cette vision-là, nous la portons ; la mener seuls au milieu d'autres acteurs européens qui ne la suivent pas est impossible, c'est au niveau européen que nous devons mener, et que nous mènerons jusqu'à son terme le combat pour la fin du glyphosate, que la France a initié, je le rappelle, et sans la France, c'était quinze ans d'autorisation qui étaient à nouveau octroyés au glyphosate partout en Europe, mais également pour un prix unique du carbone, pour une vraie souveraineté énergétique, pour une vraie stratégie du renouvelable.

Je crois à cette vision d'une Europe où à l'heure des choix qui est le nôtre, il y a la possibilité pour un humanisme progressiste, en Europe, je crois qu'il y a la possibilité pour un chemin qui permettra de faire pleinement percevoir à nos concitoyens que l'Europe, sur nombre de sujets qui les inquiètent n'est pas simplement une partie de la réponse, mais le coeur de notre autonomie stratégique, le coeur de la réponse que nous pouvons apporter à nos peuples, et vis-à-vis de nos partenaires.

Nous devons écrire et raconter l'histoire de l'Europe que nous voulons, en démontrer les résultats concrets, afin de convaincre nos concitoyens que la voie de la coopération en Europe, dans le monde, est la seule qui puisse conduire à des relations de confiance mutuelle dans l'intérêt de la France.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, je vous ai présenté nos priorités pour l'année à venir autour de ces quatre piliers que j'avais définis l'année dernière. Vous les mettrez en oeuvre sous la conduite du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian,

que je remercie à nouveau du travail sans relâche qu'il effectue, à Paris et autour du monde, efficacement épaulé par Nathalie Loiseau et Jean-Baptiste Lemoyne et par tous les agents du Quai d'Orsay, au service de notre pays. Je souhaite ici leur exprimer, vous exprimer à tous ma gratitude pour le dévouement, les compétences, l'intelligence, l'engagement et le courage.

Sur chacun des enjeux que je viens de décrire, la bataille n'est pas gagnée, et la France, parfois, semble avoir une voix solitaire, en tout cas, c'est ce que certains dénoncent ou voudraient railler. Je ne crois pas que cette voix soit solitaire, je crois qu'elle est attendue, je crois qu'elle est souhaitée, et je crois qu'elle est fidèle à ce qu'est notre histoire, je crois qu'elle doit rompre aussi avec des habitudes ou des automatismes, et qu'elle doit chercher partout cette exigence qui nous est imposée.

Il y a 40 ans, quasiment jour pour jour, Soljenitsyne prononçait à Harvard un très grand discours qu'on a appelé après le Déclin du courage, et il disait déjà à peu près tout de ce que je viens de décrire, sur la fragilité du monde occidental qu'il avait pourtant découvert et qui était perçu comme le lieu de toutes les promesses. Ce que nous devons enrayer aujourd'hui, c'est précisément le déclin du courage.

Et donc pour y faire face, notre vocation est partout, et c'est ce que j'attends de vous, d'être une puissance médiatrice, une puissance diplomatique, militaire, culturelle, éducative, nationale et européenne, et d'être toujours médiatrice, médiatrice, cela veut dire que la France ne renonce jamais à porter sa voix, mais qu'elle cherche toujours à construire des alliances sur cette base, ça n'est pas une puissance de compromis, ça n'est pas une puissance médiane, c'est une puissance de médiation, celle qui justement cherche à bâtir cet ordre international qui, seul, je le crois très profondément, nous permettra de rendre un peu plus humaine et humaniste, la mondialisation qui est la nôtre.

Je sais pouvoir compter sur vous, parce que votre engagement au quotidien pour notre pays est l'ADN de votre métier et votre fierté. Je vous en remercie./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)